

Faire des pays en développement de grands producteurs alimentaires

OPINIONS

À la fin de l'année dernière, M. W. David Hopper, ex-président du CRDI, a accordé une entrevue à Robert Reford, de l'Institut canadien des affaires internationales. Le sujet de cette entrevue, enregistrée sur bande magnétique pour l'Institut ontarien des études en éducation dans le cadre d'une série d'émissions sur les relations du Canada avec le Tiers-Monde, était la transformation de l'économie et de l'agriculture. En répondant aux questions de Reford, ancien journaliste, M. Hopper, qui est devenu en janvier vice-président pour l'Asie méridionale à la Banque mondiale, a exprimé ses opinions sur la situation alimentaire mondiale et sur les perspectives d'approvisionnement en l'an 2000 et au delà.

Voici quelques extraits de cette entrevue.



M. W. David Hopper,
ex-président du CRDI.

J'aimerais aborder tout de suite un problème dont, me semble-t-il, nous commençons à réaliser la gravité, celui de la nourriture. M. Hopper, aurons-nous suffisamment de nourriture?

Le potentiel d'augmentation de la production alimentaire dans le monde est énorme, mais il n'a pas encore été exploité et sa réalisation sera une oeuvre de longue haleine.

Les populations des pays en développement représentent aujourd'hui les deux tiers de l'humanité, mais elles produisent moins d'un tiers de la nourriture. Si la courbe de la croissance démographique se maintient (et je suis loin d'être alarmiste à ce sujet, je crois en effet que nous pouvons nourrir une population beaucoup plus grande et je vois déjà des signes de ralentissement de la croissance de la population), en l'an 2000, les trois quarts de la population mondiale habiteront les pays en développement. Et, si les projections actuelles se réalisent, ceux-ci produiront moins de 30 p. 100 des vivres mondiaux, ce qui entraînera un déséquilibre alimentaire très grave. Il faudra donc, soit que les pays industrialisés les approvisionnent davantage, fort probablement à des conditions de faveur étant donné qu'ils n'ont pas les devises étrangères pour payer ces vivres, soit que nous augmentions la production alimentaire dans le Tiers-Monde.

La sécheresse de 1972, qui a sévi à l'échelle mondiale, a provoqué l'épuisement des réserves céréalières des États-Unis et du Canada. Nous pourrions parer à une crise semblable aujourd'hui parce que le Canada et les États-Unis ont encore eu des récoltes extraordinaires, mais la différence entre la situation de 1972 et celle d'aujourd'hui, c'est qu'en 1972 il y avait près de 25 millions d'hectares de terres arables en réserve aux États-Unis et qu'aujourd'hui ces terres sont cultivées. Actuellement, nous exploitons à fond les capacités de production alimentaire des zones tempérées.

Ceci dit, ce qui importe à mon avis, c'est de faire des pays en développement de grands producteurs alimentaires et non des producteurs d'appoint. Ils ont le soleil, l'eau, les températures qui leur permettent de cultiver à longueur d'année, ils peuvent même faire trois ou quatre récoltes l'une à la suite de l'autre, ce qui nous est impossible. C'est le retard dans leur développement

agricole qui me préoccupe surtout.

Le problème, ce sont les ressources. Au cours d'une petite promenade dans nos campagnes, on peut voir un réseau routier structuré et dense, des services bien organisés, des dépôts de machines, des points de collecte du lait, des usines d'emballage, etc., qui font tous partie de notre agriculture. Maintenant promenez-vous à travers les campagnes de l'Inde, où les routes se trouvent à 50 ou 60 kilomètres les unes des autres, où il n'existe aucun de nos services, où les villages sont situés bien à l'intérieur du pays, où tout l'attirail de l'économie agricole moderne n'existe pas. Voilà ce qui doit être implanté dans les pays en développement s'ils veulent réaliser leur potentiel agricole, s'ils veulent moderniser leur agriculture et exploiter à fond les ressources dont ils disposent. Mais tout cela exigerait des capitaux faramineux et ces pays n'en ont pas les moyens.

Le Sahel est un très bon exemple. Il y a, dans cette région, cinq fleuves et le bassin du lac Tchad. Chacun de ces fleuves pourrait être mis en valeur, ce qui permettrait d'augmenter considérablement les surfaces irriguées où cultiver les produits dont les pays sahéliens ont besoin. Leur PNB (produit national brut) est d'environ \$2 milliards, ce qui est ridiculement bas, moins que les profits de la seule société General Motors! Mettre en valeur les cinq fleuves et le bassin du lac Tchad coûterait près de \$30 milliards. Comment ces pays pourraient-ils se lancer dans ce développement avec un PNB aussi bas que le leur? Ce serait comme si le Canada, avec son PNB de \$150 milliards, disait qu'il allait consacrer 1 billion (1 000 milliards) à la mise en valeur du Grand Nord. Ce n'est tout simplement pas possible. Pour que ces pays arrivent à se nourrir eux-mêmes, il faut que quelqu'un fournisse les capitaux.

Je crois que nous pourrions, avec un investissement d'environ \$100 à 150 milliards pendant les dix prochaines années (mais ce sont des chiffres très approximatifs), garantir la sécurité alimentaire à la fois des populations de l'an 2000 et probablement des populations de l'an 2050, moment où elles commenceront à plafonner aux environs de 15 à 16 milliards d'habitants.

Mais pourquoi ne le fait-on pas?

Je crois qu'il y a trois raisons à cela.

Premièrement, les ressources alimentaires mondiales ont suffi à nourrir l'humanité jusqu'à ce jour. Nous avons vécu une période extraordinaire: depuis 1942, le monde n'a pas connu de grande famine. Dans toute l'histoire, c'est la plus longue période (35 ans) sans famine vraiment grave. Nous n'en avons pas eu parce que les réserves céréalières du continent nord-américain, de l'Australie et de l'Argentine étaient là pour compenser les sécheresses périodiques que connaissent ces pays peuplés. Il n'y a donc pas eu d'état d'urgence.

La deuxième raison est que les pays en développement eux-mêmes ont des ressources très limitées et que le complexe urbain industriel accapare le gros des investissements. Les pays en développement ont voulu se donner des industries, ils ont voulu moderniser leurs villes et ils ont négligé le secteur agricole.

La troisième raison est tout simplement une question de coûts. Aucune agence, pas même la Banque mondiale, n'a encore été capable de mobiliser les ressources nécessaires pour réaliser ces programmes si coûteux, et tant que les gouvernements ne prendront pas la ferme résolution de s'atteler sérieusement à la tâche tous ensemble, nous n'y arriverons pas.

Qu'est-il devenu de la Révolution verte?

Dans beaucoup de pays en développement, les variétés mises au point par la Révolution verte, les nouvelles variétés de blé, de riz, de sorgho et de maïs à rendement élevé auraient d'énormes retombées, mais ils n'ont pas l'infrastructure nécessaire pour aider les cultivateurs à moderniser leur exploitation agricole. Et c'est cette infrastructure qui doit être créée.

Pouvons-nous transférer l'agriculture moderne de notre société, telle que nous la connaissons, dans le monde en développement?

Ce que nous ne devons pas transférer, c'est le haut taux de productivité par travailleur agricole. Nous pourrions toutefois suivre le modèle japonais d'une haute productivité à l'hectare. Comparés au Japon, les rendements par hectare au Canada sont vraiment très bas; juste un petit peu plus d'une tonne à l'hectare chez nos céréaliculteurs de l'Ouest contre six à sept tonnes de riz à l'hectare au Japon. Les exploitations japonaises sont petites, mais elles mettent en oeuvre les facteurs — culture intensive et travail intensif — qui aboutissent à des rendements très élevés. C'est la voie que doivent suivre les pays en développement.

Nous pouvons les aider à construire l'infrastructure, nous pouvons les aider par la recherche scientifique et c'est à cela que le CRDI travaille en ce moment, en subventionnant la recherche dans les pays en développement. La création

des nouvelles variétés naines de blé qui étaient à la base de ce qu'on a appelé la Révolution verte a coûté à la Fondation Rockefeller \$10 millions en 20 ans. Lorsqu'elles ont été distribuées en Inde, le transfert n'a presque rien coûté, mais le gouvernement indien a dû dépenser \$280 millions la première année pour acheter les engrais nécessaires à leur culture. Il faut donc que cette nouvelle technologie s'accompagne d'investissements très élevés dans l'infrastructure pour aider le fermier qui applique les résultats de cette recherche.

Il doit bien exister certaines réalisations dont vous êtes très fier?

Mon travail dans un village indien au début des années 50 m'a convaincu, après que j'ai eu visité toutes les stations de recherches de l'Inde, que le problème ne se situait pas au niveau du paysan indien; il n'était pas entêté ni réfractaire aux changements. Au Canada, dans la province de l'Ontario, il aura fallu sept ans pour implanter raisonnablement le maïs hybride. En Inde, il a fallu seulement trois ans pour que toutes les terres irriguées soient plantées de variétés naines de blé. Depuis 1966 l'Inde a plus que doublé sa production de blé et elle produit aujourd'hui 50 p. 100 plus de blé que le Canada alors que le riz, et non le blé, est sa culture principale. Et la même augmentation a été réalisée dans la production rizicole.

L'Inde atteint-elle le point d'auto-suffisance en matière d'alimentation?

L'Inde a maintenant un énorme excédant; ses réserves se chiffrent actuellement à 20 millions de tonnes de céréales. Elle peut donc faire face à une grande sécheresse et nourrir sa population avec ses propres ressources. Mais si la population continue à augmenter, l'agriculture en Inde devra progresser encore plus vite qu'elle ne l'a fait au cours de la dernière décennie.

Je vous donne un exemple. On récolte actuellement dans le delta de la Mahanadi environ trois millions de tonnes de riz par an. En injectant environ 1 milliard de dollars au cours des 10 prochaines années, on pourrait porter la production à 10 millions. Or, ces sept millions de tonnes de riz en plus vaudraient au cours actuel environ \$1,4 milliard sur le marché mondial. Dès la première année, l'Inde pourrait donc récupérer sa mise grâce à l'augmentation de sa production. Mais où peut-elle obtenir le milliard de dollars dont elle aurait besoin?

Et le Canada? Qu'a-t-il fait et que peut-il faire?

Selon moi, le Canada a peut-être eu une attitude un peu trop "intéressée" dans le jeu de l'aide étrangère, alors qu'il aurait pu adopter une optique plus ouverte, plus dynamique et assumer un leadership mondial dans certains domaines. Je prends l'agriculture

comme exemple. Vis-à-vis des pays en développement, le Canada est dans une position unique de par sa neutralité. Je crois que si nous, Canadiens, avions dit: "Bon, nous allons nous occuper principalement de nourrir les pays et les populations affamés" nous aurions pu mieux trouver notre voie et jouer un plus grand rôle.

Il n'en reste pas moins que l'action du Canada est importante. Parmi les pays industrialisés, nous nous situons dans la moyenne supérieure en ce qui concerne l'aide aux pays en développement et, pour la majeure partie, les réalisations que le Canada a subventionnées dans les pays en développement ont été positives.

Mais au niveau des individus? Que peut faire un Canadien?

Je crois que le Canadien peut s'intéresser davantage aux problèmes des pays en développement. Dans un avenir assez rapproché, nous aurons à faire face au problème du commerce avec les nations en développement. Beaucoup de pays du Tiers-Monde ont les compétences, la main-d'oeuvre et la base industrielle qui leur permettent d'être concurrentiels dans le secteur manufacturier des biens inférieurs de consommation: textiles, confection, chaussures, etc. Leurs exportations nuisent à l'industrie canadienne et le Canada a imposé des quotas d'importation pour les produits des pays en voie de développement. En fait, ces quotas peuvent gêner le progrès des pays en développement plus qu'un accroissement de l'aide ne les aiderait.

Telles sont les questions qui vont être prochainement à l'ordre du jour. Il faudra choisir entre accorder une aide beaucoup plus importante aux pays en développement ou leur donner libre accès aux marchés canadiens.

Êtes-vous encore optimiste, M. Hopper?

Au sujet du problème alimentaire, oui. Même si j'ai le sentiment qu'il nous faut faire vite, que le temps file rapidement, je vois des signes encourageants de compromis chez de plus en plus de pays en développement et même chez quelques pays industrialisés. Le seul nouveau fonds créé par les Nations Unies au cours des années 1970 a été le fonds international pour le développement agricole d'un milliard de dollars mis sur pied par les pays de l'OPEP et les nations industrialisées. Il est probable que d'ici dix ans, si cette tendance persiste et si nous ne retombons pas dans la facilité, nous assisterons au lancement d'une course au développement agricole dont l'impulsion ne pourra plus être freinée.

On peut obtenir les cassettes de l'entretien complet en s'adressant à l'Institut ontarien des études en éducation, 252 ouest, rue Bloor, Toronto, Canada, M5S 1V6.